MOHAMED
LEMINE EL HAYCEN

MOHAMED ABDEL AZIZ :

Construire LA MAURITANIE *autrement*

Les Presses Littéraires
éditions

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos

Mohamed Abdel Aziz : construire la Mauritanie autrement 7

I - L'ascension politique du Président Mohamed Abdel Aziz 15

1 • Le président mohamed et sa vision de l'avenir du pays 21
2 • Md abdel aziz et sa proximité avec ses compatriotes 28
3 • La fidélite aux engagements 34
4 • La logique du pouvoir et ses contraintes 41
5 • Mohamed Abdel Aziz et la déliquescence de l'état 44
6 • Mohamed Abdel Aziz et les réticences du C.M.J.D 48
7 • Face à face entre le président et le général 53
8 • Le choc des divergences 61
10 • L'alliance contre nature 74
11 • L'instabilité politique et ses interactions 79
13 • La réaction du R.F.D 91
14 • Le volte-face du Président 97

II - Mohamed Abdel Aziz face au destin du pays 103

1 • La rectification du 6 août 2008 109
2 • La rupture entre le président et le général 112
5 • Le haut conseil d'état : La nouvelle administration du pays 128
6 • L'action du haut conseil d'état 136
7 • La négociation de l'accord de Dakar. 139
8 • L'opposition : nouveau partenaire politique 142
9 • Les concessions du Président MD Abdel Aziz 144
10 • L' accord de dakar 148
11 • Les gains de l'opposition 158
12 • L'élection présidentielle du 18 juillet 2009 171
13 • La transparence du processus électoral 182
15 • La conduite des présidents 197
18 • Situation critique du pays 212

III - Mohamed Abdel Aziz : le réformateur 217
1 • Les défis du pouvoir 219
2 • L'espérance du changement 221
3 • La rupture avec les politiques antérieures 225
4 • L' Islam et la gouvernance du pays 228
5 • La politique du nouveau président 233
6 • Les réformes du Président Mohamed Abdel Aziz 241
7 • La réhabilitation de l'État Mauritanien 246
8 • La liberté d'expression en Mauritanie 250
9 • L'amélioration des conditions de vie des citoyens 254
10 • La lutte contre la corruption 256

IV - La politique étrangère de la mauritanie 259
1 • La rupture des relations avec l'État d'Israël 269
2 • La crise malienne et ses conséquences 271
3 • La présidence de l'Union Africaine 279
4 • Le sommet Afrique–Union Européenne 282
5 • Le sommet Afrique–Amérique 284
6 • Le sommet du G.20 en Australie 289

V - Les droits de l'homme en Mauritanie 291
1 • L'identification des sépultures en mauritanie 298
2 • La blessure du président 302

VI - L'armée et la sécurité du pays 311
1 • Régionalisation du pays comme solution de développement 326

Conclusion 329

AVANT-PROPOS

MOHAMED ABDEL AZIZ : CONSTRUIRE LA MAURITANIE AUTREMENT

Ce livre se veut une contribution constructive sur la genèse et la chronologie d'une étape décisive de notre vie politique récente qui avait vu la Mauritanie se ressaisir et se reformer sous l'impulsion du Président Mohamed Abdel AZIZ qui avait eu l'ambition de sortir la Mauritanie de l'immobilisme réducteur qui l'avait ramené en dessous de zéro.

Celui-ci avait osé relever tous les défis majeurs qui avaient découragé plus d'un homme politique d'entreprendre les reformes exigées par l'état déplorable du pays, caractérisé par l'instabilité politique, le marasme économique, l'insécurité rampante et la désarticulation sociale.

Construire la Mauritanie autrement avait impliqué pour le Président Mohamed Abdel Aziz la prise de décisions audacieuses en rupture avec la philosophie et l'environnement dominant dans le pays qui faisait de la gouvernance de ses intérêts une source d'enrichissement illicite des milieux d'affaire intimement lié à la haute administration.

Cette période de dégénérescence et d'immobilisme, sans valeur ajoutée notable pour la construction du pays durant cette longue période, s'était inscrite dans un mouvement statique de régression politique et d'inertie économique qui avaient généré un sous-développement chronique et pervers du pays dont les incidences malheureuses continuent de nous interpeller au quotidien.

Le système politique qui était en place dans le pays, portait en lui les germes d'une porosité déficiente qui s'était révélée inapte à gouverner efficacement la Mauritanie en créant les conditions d'une croissance de développement soutenu pour répondre aux aspirations légitimes de changement souhaité par les mauritaniens dans leur ensemble.

Les traits dominants de cette étape de plomb étaient la dérive totalitaire sur fond de peur des pouvoirs politiques successifs avec leurs abus sécuritaires et extrajudiciaires dont les victimes se comptent en grand nombre.

Le déclin de l'Etat qui s'en était suivi avait entretenue une atmosphère contreproductive à tous égards, perdant son autorité légitime et sa posture morale, devenant une institution factice au service des groupes dont la conduite mercantile avait immortalisé au plus haut niveau la complicité et l'irresponsabilité des leaders politiques.

La corruption de tous les rouages de l'administration, la chute de l'efficacité interactive de ses services et de son influence sociale, le recul de l'exercice des libertés et l'effondrement de l'état de droit en Mauritanie avaient contribué à la création d'une crise aigue de notre société dont l'impact des tendances négatives continuent d'imposer aux mauritaniens un présent douloureux qui ne s'effacera pas de sitôt.

Cette immobilisme du pays sur une longue période n'avait pas favorisé la reprise rapide de son équilibre qui est demeuré compresser dans le paradigme d'un espace sans perspective démocratique pour les mauritaniens, comptables malheureux de l'impuissance de changer le système politique de leur pays qui se faisait sans eux et souvent contre eux.

A ce rythme, la Mauritanie avait voltigé d'une régression à une autre, classée dans la queue du club des états les plus pauvres de la planète par le F.M.I et la Banque Mondiale, statut de reddition et d'impuissance signé sans pudeur par ses dirigeants.

Cette politique, fêté jadis en pompe à Nouakchott comme une solution miracle drainant non pas les investissement et la croissance mais le bénéfice de la mendicité internationale dans le déshonneur, pour continuer à survivre dans une misère accablante, alors que les retombées de nombreuses ressources du pays n'avaient d'incidence que sur une poignée de privilégiés sans scrupule

En fait, ces politiques sans visibilité ni gouvernance avaient consacré clairement l'échec d'une génération de dirigeants politiques du pays, qui avait opté pour la facilité, la fuite en avant et la démission devant l'accumulation des difficultés au lieu de relever les défis par l'imagination créative et l'esprit innovant pour forcer la relance économique du pays en provoquant le changement et les reformes nécessaires pour la mobilisation intensive des potentialités du pays.

Le pays vivait dans le dénuement le plus complet, à coup de petits dons et de la mendicité internationale malgré l'immense richesse de

son sol et de son sous-sol, affichant un tableau sans résultat positif ni perspective optimiste, multipliant les échecs économiques, l'instabilité politique, l'insécurité liée au phénomène du terrorisme et du trafic de la drogue, nouveaux nés dans le paysage social sans perspective d'avenir.

En accédant au pouvoir, le Président Mohamed Abdel Aziz était déterminé à freiner l'escalade de la chute en rétablissant l'inclinaison fatale du pays vers la croissance et le développement.

Pour cela, il avait mis à exécution ses engagements électoraux pour lesquels il avait été élu en juillet 2009 en imposant les réformes nécessaires à la santé d'une bonne économie et d'une administration publique efficiente, susceptible de conduire les transformations indispensables à la relance de l'ensemble des activités du pays.

Il avait commencé par rétablir l'équilibre macro-économique du pays en assainissant les finances publiques, durement torpillées par les détournements abusifs des deniers publics, la gabegie, la corruption et toutes les formes de la mauvaise gestion.

Il fallait donc changer le modèle de gouvernance politique et économique de la Mauritanie pour réussir le changement et c'est ce qu'il avait fait sans hésitation pour, remodeler les ressources humaines, réhabiliter les institutions de la République, rénover l'administration, construire les infrastructures de base, débarrasser le pays des parasites et des fléaux qui l'avaient miné pendant plusieurs décennies comme la corruption, le détournement des fonds publics, le clientélisme le favoritisme, le trafic d'influence… etc.

Ce changement vital pour la Mauritanie avait exigé la mobilisation intensive de toutes ses ressources humaines et matérielles pour canaliser toutes les énergies du pays dans une logique de développement permanent, après s'être enlisé pendant de nombreuses années dans la déconfiture et l'immobilisme totale.

Une telle attitude ne pourrait jamais aboutir à un redressement de l'économie du pays avec une croissance soutenue sans l'apport d'une volonté politique puissante, soutenue par l'ambition, le courage politique et l'esprit créatif de ses dirigeants.

Je pense que le Président Mohamed Abdel Aziz qui incarne sans complexe le changement tant attendu en Mauritanie depuis son acces-

sion au pouvoir en 2008, avait relevé ce défi majeur de reconstruire autrement la Mauritanie malgré les difficultés et les obstacles qui s'étaient dressés sur son parcours.

Il est nécessaire d'essayer de comprendre la genèse du changement salvateur opéré par le nouveau Président, ses difficultés, ses objectifs, ses défis et ses ambitions pour la Mauritanie..

C'est pourquoi, j'ai essayé d'apporter une modeste contribution sur cette phase déterminante, par la reconstitution simplifiée des évènements politiques qu'avaient connu la Mauritanie à partir de 2008, date qui marque le déclenchement de l'ascension politique du Président Mohamed Abdel Aziz et qui explique les étapes essentielles de sa conquête du pouvoir suprême en Mauritanie par la voie démocratique des urnes.

Ce changement de pouvoir qui s'était déroulé sans désordre ni violence au sein d'une alliance politique qui n'avait pas fait long feu en tournant en que de poisson entre civils et militaires, avait eu la prudence de préserver un cadre de stabilité politique des institutions de la République, sans verser dans l'alibi du désordre, qui avait déboulonné plusieurs pays arabes et africains par suite de décision ou d'attitude malencontreuse de leurs dirigeants.

Nos institutions avaient fonctionné sans interruption ni blocage particulier, épargnant au pays et au peuple mauritanien les frais de turbulences inutiles, inhérent à ce genre de changement qui avait secoué brutalement l'espace du monde Arabe et Africain, milieu qui nous sont proches par la géographie et l'histoire dont le destin et les influences interactives façonnent notre vision et connectent notre vie dans une existence commune depuis bien longtemps.

Cette alternance sans violence du pouvoir a été une caractéristique propre à la Mauritanie, qui était placée sous l'inclinaison d'une bonne étoile pour ne pas verser dans l'instabilité politique et la mal gouvernance du pays.

Cette prudence adroite, fruit d'un méticuleux mélange entre le refus de l' expérience d'un pouvoir qui a connu les fantasmes versatiles d'une double décennie particularisée par la myopie politique, l'incurie économique et les débordements triomphants d'une ère caractérisée par le mouvement des dynamiques de changement.

Cette conduite des affaires de l'Etat que le Président Mohamed Abdel Aziz avait observé pendant sa carrière dans les coulisses du pouvoir, avait favorisé chez lui le rejet d'une telle propension grotesque au profit de la simplicité et de la modestie dans son approche de l'exercice de l'autorité comme dans ses relations avec les mauritaniens auxquels il prête une vive attention à leurs soucis et préoccupations.

Cette combinaison de facteurs avait agrégé une synergie efficiente qui avait permis la transition pacifique du pouvoir malgré les points de crispation et parfois de fortes convulsions au sein de la classe politique du pays comme au sein de l'armée sans jamais atteindre le point culminant de la rupture violente.

La conclusion de ce bras de fer sur fond de divergence entre le Président de la République Sidi O. Cheikh Abdellahi et le Général Mohamed Abdel Aziz avait été rapidement scellé par le commandement de l'armée, dés les premières heures du limogeage des généraux par le Président de la République largement relayé par les médias nationaux et internationaux.

Ainsi, l'armée et les forces de sécurité du pays avaient fait bloc ensemble derrière leurs chefs pour faire échouer la mesure de destitution des officiers, rendant sans effet cette décision coercitive du Président de la République Sidi O.Cheikh Abdellahi qui avait vu un retour de manivelle énergique probablement inattendu de sa part.

Heureusement que la voix de la sagesse avait été dominante pendant cette crise, en inspirant rapidement l'attitude des uns et des autres pour éviter que le déchaînement des violences soit nécessaire, faisant des dégâts inutiles qui allaient ébranler les rangs de l'armée et la stabilité politico-sociale du pays.

Heureusement, personne en Mauritanie n'était disposée à prendre des risques inconsidérés qui entraineraient le pays vers l'instabilité politique et la violence sociale qui faisaient à ce moment des ravages considérables dans notre zone.

Pourtant, ce pouvoir traditionnellement magique, attirant, presque démoniaque, source de stress et de difficultés dans l'alchimie de son exercice, continue à séduire et à passionner de manière énigmatique les dirigeants comme les peuples, rappelant à nos mémoires la célèbre

formule du Président Moctar Daddah paraphrasant la complexité et l'énigme du pouvoir avec cette métaphore épique, « le pouvoir a un petit goût de délice. »

En fait, l'exercice du pouvoir n'est ni une sinécure ni une partie de plaisir quand son titulaire à conscience de son importance sur la vie des gens et de ses responsabilités qui lui imposent retenue, sacrifice et dévouement pour le bien-être de ses compatriotes en s'investissant pleinement dans l'accomplissement de l'œuvre de construction nationale au profit de son peuple en entier, aussi bien ceux qui sont avec lui que ceux qui sont contre lui.

Les Présidents surtout ceux du tiers-monde ont tendance dans la plupart des cas à verser facilement dans l'irresponsabilité, l'amalgame et les futilités dus à l'absence des mécanismes de contrôle du pouvoir, de sanction comme l'empêchement en cas de comportement abusif.

Cette immunité quasi-totale dans l'exercice du pouvoir leur procure un espace d'impunité et de turpitude dans le mode de gouvernance de leur pays qu'il plonge naturellement vers le déclin, l'instabilité et les dérives totalitaires qui parfois frisent la cruauté.

Beaucoup d'entre eux avaient perdu leur repère devant la complexité de leur mission et ses exigences notamment leur capacité de reconstruire sur des nouvelles bases un système politique en lieu et place de ceux défaillants existant avant eux.

Dans notre pays, la plupart des régimes avait perpétué sans effort de le changer ou de le modifier un système corrompu, inapte à soutenir ou à provoquer les changement et les transformations nécessaires à l'émancipation de notre société.

Alors que les règles de la bonne conduite des affaires de l'Etat exige du Président de la République dans sa vision comme dans ses ambitions, toute la rigueur morale, l'intégrité intellectuelle et le professionnalisme pour édifier les fondements d'un ordre nouveau.

En fait, pour conduire dans un esprit de justice et d'équité, la gouvernance du pays sans aucune exclusion en vertu des opinions politiques ou de la couleur de la peau il faudrait en revenir aux valeurs de l'Islam et aux principes du droit universel unanimement admis dans le monde.

Une telle conduite, honorable et responsable, offre respect et considération à ses titulaires, laissant les indices d'une traçabilité imprimée dans le mouvement d'une période qui serait inévitablement jugée par l'histoire du pays à un moment ou à un autre de son cheminement.

Celle-ci à tendance plus à inculper qu'à disculper, ceux qui se laissent aller aux débordements illégitimes de la magouille politique et des crimes économiques qui conduisent le pays aux abysses de la pauvreté et aux impasses de l'instabilité institutionnelle par manque de concertation, de dialogue, de flexibilité et d'ouverture d'esprit entre les forces politiques dans le traitement des problèmes nationaux.

Habituellement, le titulaire de la charge suprême est soumis à une pression considérable à cause de la complexité des problèmes d'Etat en Mauritanie avec un arsenal de sollicitations, d'arbitrage, d'urgence, d' imprévu et tant d'autres événements qui s'enchevêtrent autour de lui, le contraignant le plus souvent à épouser la solitude du pouvoir avec ses probabilités d'erreur et ses évidences pernicieuses ou à s'enfermer dans un environnement obséquieux avec ses en-dessous de tables inévitables.

C'est pourquoi, gouverner relève de la plus haute acrobatie du pouvoir avec une logique et une utopie qui se rencontrent difficilement dans son jeu et le choix de la bonne gouvernance ou les usages et les tendances concèdent malheureusement plus d'importance aux hommes que les principes pérennes et les institutions intangibles qui devraient en toute évidence être privilégiés.

Mais, cet objectif n'est parfois pas au rendez-vous et ce pouvoir peut se métamorphoser sans difficulté en une inertie et conduire le pays avec insouciance vers la corruption, la gabegie, l'accumulation facile des fortunes indues, dont nous avions observé la prolifération à grande échelle en Mauritanie les décennies précédentes.

A partir de cette réalité regrettable du pays, caractérisée par le sous-développement de l'économie et la paupérisation du peuple mauritanien, soumis aux fourches caudines des institutions monétaires internationales pendant très longtemps, il n'y avait pas d'autre voie explorable que le chaos ou le changement de cap alternatif, porteur d'espérance tant attendu par les mauritaniens.